

# La politique énergétique allemande, modèle ou contre-exemple ?

Michel Cruciani

*Le sujet a dominé la campagne électorale allemande qui devait, selon toute vraisemblance, renvoyer Angela Merkel à la Chancellerie pour un nouveau mandat : le tournant énergétique impulsé par la chancelière en 2011 peut-il être un modèle pour les autres pays d'Europe ou constitue-t-il un contre-exemple ?*

*Les critiques se sont multipliées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sur l'orientation prise par Berlin dans ce domaine : affaiblissement des producteurs d'énergie nucléaire, mauvaise politique dans le solaire, tarifs électriques domestiques en hausse servant à subventionner la grande industrie exportatrice, priorité donnée à la production sur les réseaux avec, en plus, une remontée des émissions de CO<sub>2</sub> – que l'Allemagne avait réussi à réduire significativement –, mouvement dû à un accroissement de la consommation de charbon et de lignite.*

*Lors d'une conférence prononcée le 9 juillet dernier à l'Institut français des relations internationales<sup>1</sup>, Michel Cruciani a livré son analyse de la nouvelle politique énergétique de l'Allemagne. Nous en publions ici les principales conclusions.*

Le tournant énergétique a été présenté par le gouvernement allemand comme un choix éthique : souci d'éviter des risques aux nations voisines par un accident nucléaire et volonté d'épargner aux générations futures la menace d'une pénurie d'énergie, deux préoccupations que l'Allemagne a jugées incompatibles avec l'exploitation prolongée du parc nucléaire et le recours continu aux énergies fossiles importées. Cette hauteur de vue n'exclut ni les visées commerciales (le marché mondial des énergies alternatives paraissant prometteur), ni les calculs électoraux (les sondages montrant la sensibilité de l'opinion publique sur ce terrain). De fait, la fermeture anticipée des centrales nucléaires et le développement à marche forcée des énergies renouvelables ont suscité l'adhésion d'une très large majorité de la population,

convaincue que le pays saurait relever le défi et en tirer avantage pour conforter son avance technique et sa robustesse économique.

La mobilisation autour de ce projet a déjà permis d'obtenir des avancées exemplaires. En premier lieu, il convient de saluer la cohérence du cadre légal et la capacité des élus à le faire évoluer sagement en fonction des résultats mesurés, sans à-coup, de sorte que la visibilité nécessaire aux projets demeure en permanence suffisante. La clarté du dispositif réglementaire est renforcée par la transparence sur les réalisations, entretenant ainsi l'intérêt des citoyens et apportant les informations utiles aux investisseurs. En second lieu, le soutien aux énergies renouvelables s'inscrit sans ambages dans une perspective industrielle ; malgré quelques échecs, dont le plus éclatant reste celui de la filière de production de panneaux photovoltaïques, l'effort de recherche et d'innovation frappe par son ampleur. À ce jour,

1. L'IFRI a été fondé et est dirigé par Thierry de Montbrial. Le centre Énergie de l'IFRI est dirigé par Cécile Maisonneuve.

il est permis de penser que le secteur manufacturier allemand s'appuiera sur les acquis de ces programmes pour conquérir ou garder des marchés importants à l'échelle mondiale, notamment dans les secteurs où il détient déjà une position de force : biens d'équipement et automobiles, par exemple.

Ces avancées ont été facilitées par des caractéristiques spécifiques à l'Allemagne, telles que le fédéralisme, favorisant la multiplicité des expériences et l'engagement au niveau local, ou le relatif consensus social, sous deux formes : d'une part, des coalitions gouvernementales impensables dans d'autres pays, garantes de la continuité ; d'autre part, un accord très ancré dans la population sur la primauté à l'industrie, se traduisant par une propension à payer de la part des consommateurs domestiques.

Malgré les progrès remarquables acquis à ce jour, des zones d'ombre s'épaississent. La volonté politique de respecter les objectifs relatifs aux énergies renouvelables amène à relativiser un autre objectif : celui des émissions de gaz à effet de serre. La protection des marges de la grande industrie s'est effectuée au détriment de celles des petites entreprises et du pouvoir d'achat des particuliers, frappés par la hausse du prix de l'électricité. La prolongation des tendances actuelles ne semble pas tenable. Elle ternirait le caractère éthique du choix initial, par ses conséquences climatiques négatives et par une pression sociale accrue sur la partie la plus pauvre de la population.

La sécurité d'approvisionnement est désormais fragilisée et l'on imagine le coup qui serait porté à l'image internationale de l'Allemagne si une panne sévère venait à se produire. En

d'autres termes, le décalage entre la production d'électricité par les sources renouvelables et la mise en place des mesures d'accompagnement, principalement le renforcement des réseaux, crée une situation dangereuse. Sur ce dernier point, la leçon à tirer pour les pays voisins est claire : la cohérence réglementaire ne suffit pas, la cohérence technique demeure tout aussi importante.

Enfin, si un thème devait être choisi pour décrire l'angle sous lequel l'Allemagne est devenue un contre-exemple, on choisirait la dimension européenne. De manière très schématique, on peut qualifier la politique allemande de stratégie non coopérative. Après avoir pris, sans la moindre concertation, la décision de fermer subitement huit réacteurs nucléaires, la chancellerie semble attendre que les pays voisins favorisent la réussite de son projet, en mettant leur réseau de transport à disposition et en absorbant les excédents de production éolienne ou photovoltaïque venant d'outre-Rhin. Mettant à profit une situation financière internationale qui lui permet de se procurer à bon compte les fonds nécessaires à ses chantiers, l'Allemagne se place ainsi dans une position où son projet garde des chances de réussite parce que les autres pays ne peuvent pas suivre la même voie.

Une prise de conscience des limites de cette stratégie semble apparaître en Allemagne. Si le pays qui assume de fait un rôle de leader européen revient vers une stratégie plus coopérative et solidaire, il pourra véritablement devenir un exemple. ■

*L'intégralité de la présentation de Michel Cruciani est téléchargeable sur le site de l'institut <http://ifri.org>*

Tableau 1

## Les objectifs de la politique énergétique allemande

	2020	2030	2040	2050
Réduction de la consommation d'énergie primaire (par rapport à 2008)	-20%			-50%
Réduction de la consommation brute d'électricité (par rapport à 2008)	-10%			-25%
Réduction de la consommation d'énergie finale dans le secteur des transports (par rapport à 2008)	-10%			-40%
Réduction des émissions de CO <sub>2</sub> (par rapport à 1990)	-40%	-55%	-70%	-80%/-95%
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale	18%	30%	45%	60%
Part de l'électricité d'origine renouvelable dans la consommation brute d'électricité	35%	50%	65%	80%